

Consultation de la CRE sur la phase d'exploitation de Linky pour une régulation incitative

Réponse de l'A.N.O.D.E

Créée en 2006, l'Association Nationale des Opérateurs Détaillants en Énergie (A.N.O.D.E) rassemble les entreprises désireuses de promouvoir l'émergence d'un véritable marché concurrentiel de l'énergie (gaz et électricité) en France, afin de permettre à tous les consommateurs de choisir librement leur fournisseur et l'offre la plus adaptée à leur besoin. L'A.N.O.D.E assure la représentation de ses membres auprès des tiers, des pouvoirs publics et des autorités de régulation. L'A.N.O.D.E est ainsi membre du Conseil supérieur de l'énergie (CSE).

Propos liminaires

L'A.N.O.D.E salue la réussite du déploiement en masse des compteurs communicants Linky et considère que la régulation du dispositif doit continuer afin de renforcer la fiabilité des informations remontées par les GRD. En tout état de cause, l'A.N.O.D.E soutient le maintien de l'incitation des GRD à renforcer la fiabilité et la disponibilité des courbes de charges, ainsi que celle des index de consommation remontés dans les compteurs communicants.

L'A.N.O.D.E rappelle que la qualité de la production, du traitement et de la valorisation des données de consommation énergétique transmises par les GRD est essentielle pour garantir le succès du programme Linky. La qualité, l'accessibilité et le traitement des données issues des compteurs communicants doivent être équivalents pour tous les fournisseurs, alternatifs comme historique, afin d'éviter toute distorsion de concurrence.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

L'A.N.O.D.E salue la réussite du déploiement en masse des compteurs communicants Linky dans les temps annoncés et souscrit au constat globalement positif de la CRE quant aux bénéfices apportés au système électrique, aux consommateurs et à son utilité pour la transition énergétique. Néanmoins, une meilleure communication et de plus grands efforts pédagogiques auraient pu être déployés par Enedis, afin de réduire le nombre d'opposants aux compteurs Linky. L'A.N.O.D.E constate que les compteurs Linky ont démontré leur capacité à améliorer la chaîne communicante. Dès lors, la régulation incitative doit améliorer la disponibilité et la qualité des données de consommation collectées par les GRD et transmises aux fournisseurs et aux tiers proposant des services énergétiques.

Toutefois, une part non substantielle de compteurs non communicants est toujours active (~ 3,8M) et engendre des coûts opérationnels pour les fournisseurs, notamment au niveau de l'intégration des flux et des erreurs d'estimation de consommation qui demeurent. Il est important que les indicateurs de suivi du déploiement soient maintenus jusqu'à la fin du programme pour permettre à tous les consommateurs de bénéficier des opportunités créées par le déploiement du compteur Linky.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Au regard de la délibération de la CRE portant décision sur le TURPE 6 du 21 janvier 2021, l'ANODE constate que les gains relatifs aux pertes non techniques (PNT) pour l'ensemble de la période (2017-2024) présentent un écart négatif de 249 M€ par rapport à l'objectif. L'A.N.O.D.E encourage donc Enedis à continuer ses efforts pour parvenir aux gains attendus, d'autant plus que le coût du projet Linky va commencer à être répercuté aux utilisateurs du réseau.

Par ailleurs, il n'est précisé à aucun moment l'usage qu'il sera fait des économies réalisées par rapport au plan de financement. La redistribution des économies, appréciable dans ce contexte des hausses des prix, contribuera davantage au bilan positif du déploiement de Linky.

Il serait donc nécessaire qu'Enedis ou la CRE fournisse une information claire et précise sur l'utilisation des économies réalisées.

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

L'A.N.O.D.E considère que le coût de la relève à pied doit être supporté uniquement par les clients qui s'opposeraient à la pose d'un compteur Linky. Il est donc important qu'Enedis identifie précisément les sites qui ne peuvent pas avoir de Linky (problèmes techniques) et ceux dont les clients refusent la pose du compteur, afin de ne pas pénaliser injustement un consommateur par erreur.

Pour le bon déroulement de la facturation de la relève résiduelle, qui reposera sur le fournisseur, il est nécessaire qu'Enedis communique au fournisseur de façon claire les PDL concernés par cette relève à pied et que cette information soit actualisée dans les meilleurs délais, en cas de pose de compteur ou de changement d'usager pour éviter toute erreur. Ce règlement devra faire l'objet d'une mention explicite sur facturation via une prestation dédiée. L'A.N.O.D.E est à ce titre favorable à une facturation mensuelle telle que proposée dans la consultation, de sorte à limiter le risque d'impayé.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

L'A.N.O.D.E considère qu'une approche en deux temps est une solution pertinente.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

L'A.N.O.D.E considère que le montant appliqué doit refléter les surcoûts réels engagés par une relève à pied pour Enedis et être contrôlés par la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

L'A.N.O.D.E est favorable au maintien de l'ensemble des indicateurs liés au développement des compteurs communicants Linky jusqu'à la fin du déploiement et à titre conservatoire lors de la première phase d'exploitation du programme, de sorte à favoriser l'acceptabilité des consommateurs et le déploiement de nouvelles offres. L'A.N.O.D.E est également favorable au maintien de l'ensemble des indicateurs relatifs à la qualité du système de comptage et aux télé-opérations, qui assurent la qualité de la donnée transmise.

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité du système de comptage, l'A.N.O.D.E souhaite que la consultation et la délibération de la CRE qui en découlera, mentionnent que les indicateurs relatifs à la mise à disposition des courbes de charge s'appliquent dans les mêmes conditions à la mise à disposition des index de consommation. A terme, ces derniers devront tenir compte :

- de la fiabilité des données transmises ;
- de l'exploitabilité immédiate des données transmises ;
- du taux d'erreur dans les réponses renvoyées par Enedis lors de la requête des données.

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

L'A.N.O.D.E est favorable au délai de 1 mois proposé par la CRE.

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

NSP.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

L'ANODE est favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients, qui contribueraient à réparer le préjudice subi par le consommateur et auraient également un caractère incitatif pour accélérer les délais de restauration de la chaîne communicante par le GRD.

Dans le cadre du contrat unique regroupant fourniture d'électricité, accès et utilisation du RPD, le fournisseur étant l'interlocuteur privilégié du client, cette indemnité devrait être versée par le GRD via le fournisseur, selon le même schéma que les pénalités pour coupure longue figurant dans le TURPE.

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non-communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

L'A.N.O.D.E considère que la question du seuil de déclenchement doit faire l'objet de discussions approfondies en GT CRE